## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

5 décembre 2022



## Le ras-le-bol des Maires du Val-de-Marne

Face à l'absence totale de moyens et de considération de la part de l'Etat, les Maires du département ont pris la décision symbolique de boycotter une réunion à laquelle ils sont invités le mercredi 7 décembre prochain et se feront représenter par leurs services.

Les élus du Val-de-Marne reprochent à l'Etat un décalage entre un discours par lequel les Maires sont choyés, flattés, considérés comme importants et la réalité où ils sont privés de leurs moyens de décision, contrôlés, convoqués et deviennent signataires de « contrats de confiance ». **Une réalité où le rôle du Maire est dévoyé.** 

La suppression de la fiscalité propre aux communes remplacée par des dotations au bon vouloir de l'exécutif et les « appels à projets » qui tendent à transformer les communes en prestataires de service de l'Etat symbolisent la recentralisation et la volonté manifeste de dissoudre le bloc communal.

Alors que, face à l'inflation et la crise énergétique, un grand nombre de communes s'inquiètent de ne pouvoir voter un budget à l'équilibre, l'Etat relance un pacte de Cahors laissant à penser que ce sont les collectivités qui sont le problème.

Les collectivités territoriales sont soumises à la règle d'or : elles doivent voter un budget à l'équilibre et ne peuvent emprunter pour leur fonctionnement, au contraire de l'Etat! Les Maires n'ont pas de leçons de gestion à recevoir de l'Etat qui ne cesse d'année en année de creuser son déficit.

Les Collectivités représentent 70% de l'investissement public national contre seulement 9% de la dette.

<u>La réunion de ce jeudi ayant pour thème « la prise en compte du risque inondation dans les plans communaux de sauvegarde » est hautement symbolique :</u> il est demandé aux Maires de gérer les risques et les crises liées aux inondations avec la Région, la Métropole, les Départements et les Territoires et ainsi accomplir le travail que l'Etat n'a pas fait pendant 30 ans.

La vanne sur le secteur de Joinville-le-Pont en est un parfait exemple : l'Etat a été incapable de l'entretenir pendant 30 ans puis incapable de financer sa remise en état, Ce sont les collectivités qui ont dû assumer cette charge. Maintenant que l'Etat a transféré la compétence au bloc local, sans les moyens financiers suffisants, il convoque les Maires pour donner des leçons.

Les Maires n'ont pas besoin de leçons, ils ont besoin des financements qui leur sont dus ! Pour le reste ils démontrent tous les jours que la gestion et la gestion de crise c'est eux !